

OECD *Multilingual Summaries*
OECD Economic Surveys: Sweden 2019
Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/c510039b-en](https://doi.org/10.1787/c510039b-en)

Études économiques de l'OCDE : Suède 2019

Résumé en français

© OCDE

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



Disclaimers: <http://oe.cd/disclaimer>

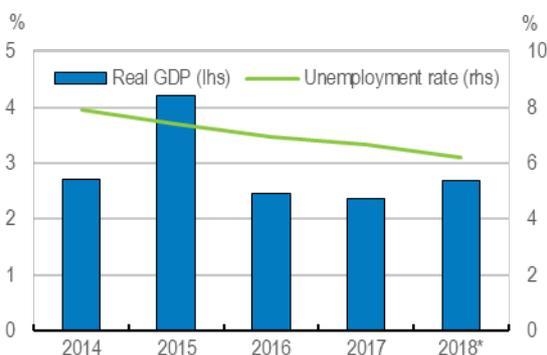
Résumé

La croissance économique repose sur une large assise

L'expansion de l'économie est forte. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté à un rythme proche de 3 % en moyenne au cours des cinq dernières années (Graphique A). La reprise est généralisée et caractérisée par le dynamisme de la consommation, de l'investissement et des exportations.

Le chômage a reculé. L'emploi a augmenté régulièrement et le taux de chômage a diminué (Graphique A). Les demandeurs d'emploi sont néanmoins de plus en plus des personnes peu qualifiées et des immigrés, qui ont du mal à trouver du travail.

Graphique A. La vigueur de la croissance réduit le chômage



Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

La croissance économique va se modérer parallèlement à l'accroissement des contraintes de capacités. La croissance va ralentir, étant donné que l'économie fonctionne aujourd'hui quasiment à plein régime et que des pénuries de main-d'œuvre apparaissent dans de nombreux secteurs (Tableau A). La contraction de l'investissement résidentiel consécutive aux baisses de prix des logements freine également

l'activité économique. Les exportations devraient rester vigoureuses, tant que l'économie mondiale continuera de croître.

Les incertitudes mondiales pèsent sur les perspectives de l'économie suédoise. L'environnement économique mondial est lourd d'incertitudes. En tant que petite économie ouverte très tributaire de ses exportations, la Suède est vulnérable aux chocs qui pourraient survenir à l'échelle mondiale, tels qu'une poursuite de l'aggravation des tensions commerciales internationales, une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») désordonnée, des tensions sur les marchés européens d'obligations souveraines, ou des événements nationaux tels qu'un plongeon du marché du logement.

Tableau A. La croissance économique devrait rester vigoureuse

Variation en pourcentage, sauf indication contraire

	2018	2019	2020
Produit intérieur brut (PIB)	2.5	1.9	1.9
Consommation privée	2.5	2.8	2.6
Formation brute de capital fixe	3.2	0.2	1.6
Exportations	3.3	3.5	3.3
Importations	3.8	3.1	3.5
Taux de chômage	6.3	6.1	6.1
Indice des prix à la consommation (IPC)	2.0	2.4	2.3
IPC à taux d'intérêt hypothécaire constant (IPCC)	2.2	2.3	2.0
Solde des paiements courants (% du PIB)	2.6	3.5	3.4
Solde budgétaire des administrations publiques (% du PIB)	1.2	1.0	1.0

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 104, chiffres actualisés (28-02-2019).

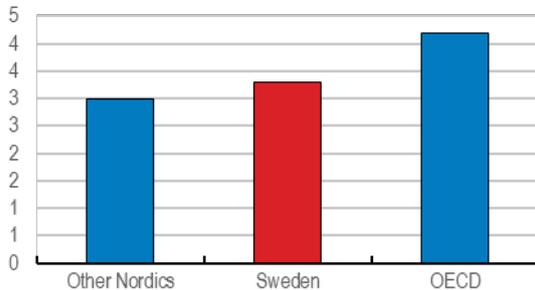
Les inégalités sont faibles et le niveau de bien-être est élevé

La progression de l'emploi a contribué à améliorer le bien-être et à faire reculer la pauvreté. La croissance vigoureuse des revenus du capital a cependant accentué les inégalités au cours des dernières années. Elles demeurent néanmoins modestes, même si elles sont plus

marquées que dans les autres pays nordiques (Graphique B). Modifier les dispositions fiscales relatives aux sociétés non cotées et à la propriété immobilière, sans accroître la pression fiscale globale, pourrait contribuer à limiter les inégalités.

Graphique B. Les inégalités de revenu restent faibles

Ratio entre le neuvième et le premier déciles de revenu disponible, 2016 ou dernière période connue



Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

Les politiques environnementales sont ambitieuses

La Suède est à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique et du verdissement de l'économie. Les émissions de CO₂ par unité de PIB sont nettement inférieures à la moyenne de l'OCDE et diminuent. La qualité de l'air est bonne et les dépôts de brevets liés à l'environnement sont importants. Le gouvernement a redoublé d'efforts, renforçant les investissements dans la protection de l'environnement et la conservation de la nature. Il a défini des politiques et des objectifs clairs en vue de réduire les émissions de carbone et mis en place un Conseil de politique climatique indépendant, chargé de suivre les progrès réalisés. Outre la taxe carbone et les obligations d'incorporation de biocarburants dans les carburants fossiles, les mesures adoptées ont notamment consisté à subventionner les cellules photovoltaïques, les véhicules électriques et les bornes de recharge, ainsi qu'à soutenir les investissements réalisés par les entreprises et les communes afin de réduire l'impact de leurs activités sur le climat.

La politique macroéconomique prend de manière opportune une orientation légèrement anticyclique

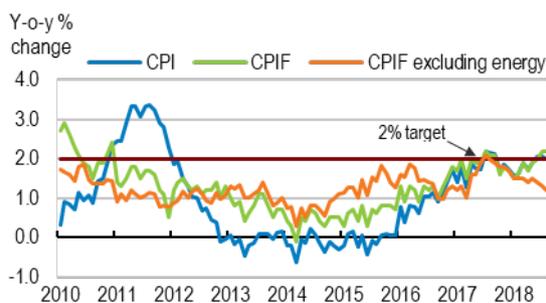
La politique budgétaire a soutenu la reprise.

Deux décennies de politique budgétaire prudente ont donné à la Suède les marges de manœuvre nécessaires pour atténuer les effets de la récession en menant une politique budgétaire expansionniste. Ces dernières années, des ressources supplémentaires ont été consacrées à des domaines clés tels que l'éducation, l'intégration des immigrés, la santé, la défense et la protection de l'environnement, stimulant dans une certaine mesure l'activité malgré un niveau élevé d'utilisation des capacités. Le budget 2019 est légèrement expansionniste, ce qui est adéquat, notamment dans la mesure où les marges de manœuvre réduites des autorités monétaires exigeront que la politique budgétaire joue un rôle de stabilisation plus important lors de la prochaine phase descendante du cycle économique.

La politique monétaire a commencé à se durcir, mais elle conserve une orientation accommodante.

Dans la mesure où l'inflation est proche de l'objectif de 2 %, même si cela tient en partie à la hausse des prix de l'énergie, il est temps de commencer à réduire l'orientation expansionniste de la politique monétaire (Graphique C). Les anticipations d'inflation sont proches de l'objectif. La Banque de Suède (Sveriges Riksbank) a entamé un resserrement monétaire, en relevant de 25 points de base son taux des prises en pension pour le porter à -0.25 % en décembre 2018. La banque centrale devrait poursuivre la normalisation progressive de ses taux directeurs, afin de trouver un juste équilibre entre le risque que l'inflation soit inférieure à l'objectif visé et celui que l'inflation et la dette atteignent des niveaux excessifs.

Graphique C. L'inflation est proche de l'objectif visé



Note : L'IPCC désigne l'indice des prix à la consommation (IPC) calculé à taux d'intérêt hypothécaire constant.

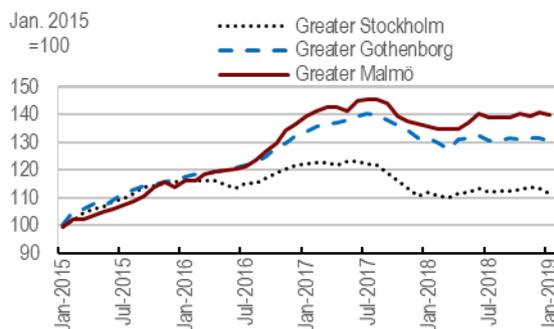
Sources : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* et Banque de Suède (*Sveriges Riksbank*).

Le marché du logement s'est détendu

Les prix des logements ont légèrement baissé.

Les prix de l'immobilier d'habitation ont diminué depuis la mi-2017, dans une large mesure en raison d'une augmentation de l'offre d'appartements en coopérative d'habitation dans les grandes villes (Graphique D), mais ils semblent se stabiliser. Des mesures macroprudentielles, notamment l'instauration d'une obligation d'amortissement des emprunts hypothécaires, ont aussi contribué à limiter la hausse de l'endettement des ménages et des prix des logements. Néanmoins, le ratio prix des logements/revenus demeure supérieur de 40 % à son niveau moyen sur longue période, et la dette des ménages continue de croître. Des réformes structurelles sont nécessaires pour que le marché de l'immobilier d'habitation devienne plus réactif aux besoins de la population.

Graphique D. Les prix des logements ont baissé dans les grandes villes



Source: Valueguard.

Alléger la réglementation pourrait améliorer la productivité et le bien-être

Le marché de l'immobilier d'habitation pâtit d'une réglementation excessive qui limite l'offre de logements neufs.

Le gouvernement est en train de mettre en œuvre un plan en 22 points qui prévoit notamment des mesures destinées à accroître l'offre de terrains constructibles, accélérer les procédures d'urbanisme et subventionner la construction de logements abordables. Ces initiatives vont dans la bonne direction, mais les autorités devront engager des réformes de plus grande envergure pour que le marché de l'immobilier d'habitation fonctionne correctement, notamment en rendant la fiscalité des logements plus neutre au regard de leur mode d'occupation, en simplifiant encore les procédures d'urbanisme et en assouplissant la réglementation des loyers. Un renforcement de la concurrence pourrait également contribuer à alléger les coûts de construction.

Il est possible de réaliser de nouveaux progrès en matière de réglementation et de procédures administratives.

La Suède fait partie des pays de l'OCDE offrant les conditions les plus propices à l'activité des entreprises. Néanmoins, les pouvoirs publics pourraient simplifier certaines règles et procédures administratives, en tirant parti des nouvelles possibilités offertes par la transformation numérique.

L'évolution des formes de travail soulève des difficultés

L'automatisation accroît les besoins de recyclage de la main-d'œuvre.

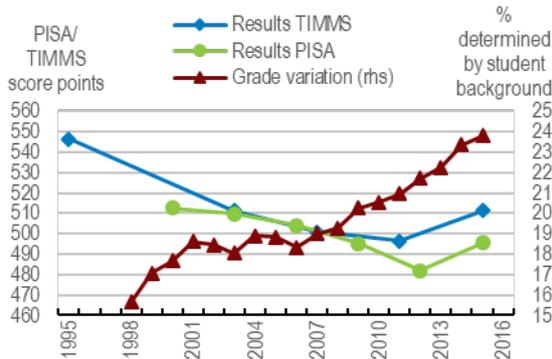
La transformation numérique ouvre des perspectives notables d'amélioration de la productivité, mais elle se traduit aussi par le fait que plus d'un tiers des emplois sont fortement exposés au risque d'automatisation ou susceptibles d'être profondément modifiés. Il sera donc crucial d'investir dans le recyclage et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre pour que la croissance soit inclusive. Cela nécessite de renforcer les compétences de base de la population active et d'étoffer la formation des adultes, en coopération avec les partenaires sociaux.

Le droit du travail devrait s'adapter à l'évolution des formes d'emploi. Dans la mesure où les formes atypiques d'emploi gagnent du terrain, le droit du travail devra évoluer afin de garantir un juste équilibre entre flexibilité et protection pour tous les travailleurs. De nouvelles règles devraient être élaborées en coopération étroite avec les partenaires sociaux.

Il est crucial d'améliorer les résultats de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire

Les résultats de l'enseignement suédois se sont dégradés au cours des deux dernières décennies. Des problèmes liés à la conception et à la mise en œuvre d'une série de réformes au début des années 90, ayant coïncidé avec une grave crise économique, ont probablement contribué à cette dégradation (Graphique E). Les inégalités scolaires, dues à la ségrégation résidentielle et à la liberté de choix de l'établissement, réduisent probablement l'égalité des chances. Un programme de réformes de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire devrait recentraliser en partie la gouvernance et le financement des établissements, encadrer la liberté de choix de l'établissement et le jeu de la concurrence, et rendre plus attrayant le métier d'enseignant.

Graphique E. Les résultats scolaires et l'équité du système d'enseignement se sont dégradés



Sources : OCDE (2016), Mullis *et al.* (2016), Martin *et al.* (2016), et Agence nationale de l'éducation (*Skolverket*) (2018).

Le cadre institutionnel du système scolaire doit être renforcé. Le financement de

l'enseignement doit être davantage axé sur les besoins liés aux différences de milieu socioéconomique des élèves. La mise en place d'une antenne régionale de la structure de gouvernance de l'État renforcerait la coopération locale, améliorerait le développement des compétences, favoriserait une amélioration continue de la qualité, et responsabiliserait les acteurs à tous les niveaux du système d'enseignement.

Il faut encadrer le jeu de la concurrence et la liberté de choix de l'établissement afin qu'ils soient conformes à l'intérêt général. Les communes doivent tenir compte des caractéristiques socioéconomiques des élèves pour l'attribution des places dans les établissements d'enseignement communaux et lorsqu'elles investissent dans de nouveaux établissements. Il faut concilier la liberté de création et de développement des établissements privés avec un plus large éventail de considérations, notamment dans le but de lutter contre la ségrégation. Les communes devraient avoir davantage voix au chapitre à cet égard. Dans le cas des établissements privés d'enseignement obligatoire recevant des demandes d'inscription surnuméraires, l'affectation des élèves devrait reposer sur un système de tirage au sort, éventuellement assorti de quotas de places réservées aux élèves issus de milieux socioéconomiques défavorisés.

Il faut faire en sorte que l'enseignement devienne un métier plus attrayant pour remédier aux pénuries actuelles d'enseignants, qui sont particulièrement aiguës dans les zones éloignées et devraient s'aggraver à mesure que le nombre d'enfants d'âge scolaire augmente. Il serait bon à cet égard d'améliorer la formation des enseignants en renforçant leurs activités de recherche, en augmentant leur nombre d'heures de cours et de pratique pédagogique, en améliorant la formation continue et le développement des compétences, et en renforçant les mécanismes de retour d'information et de soutien pour favoriser une plus grande coopération entre collègues. En outre, les chefs d'établissement et le personnel enseignant devraient se voir épargner les procédures administratives superflues.

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Politiques macroéconomiques	
L'inflation est proche de l'objectif de 2 % et le taux d'utilisation des capacités est élevé, après plusieurs années de forte croissance.	Continuer de relever progressivement les taux d'intérêt, en tenant compte de l'inflation et de l'évolution de la production.
Les finances publiques sont saines, grâce à un cadre budgétaire solide. La politique budgétaire a étayé la reprise, mais son orientation expansionniste s'atténue.	Conservier un solde budgétaire excédentaire tant que l'activité économique reste vigoureuse. En cas de fléchissement de l'activité, utiliser les marges de manœuvre offertes par le cadre budgétaire.
Politiques environnementales et liées aux financements verts	
Les taux d'imposition implicites du carbone correspondant aux combustibles fossiles sont nettement plus élevés pour les usages domestiques que pour les usages industriels.	Augmenter les taxes sur la consommation industrielle d'énergie.
Le changement climatique et les politiques de lutte contre ce phénomène représentent pour les investisseurs une source de nouveaux risques et de nouvelles possibilités sur le plan financier.	Renforcer et harmoniser davantage les obligations de communication d'informations relatives au climat, en particulier pour les intermédiaires financiers, à l'inclusion des banques.
Politique du logement	
Les prix des logements se sont stabilisés, mais des faiblesses structurelles subsistent, et pourraient avoir des effets négatifs sur la stabilité économique et financière, ainsi que sur la mobilité et le bien-être de la population. Le plan en 22 points du gouvernement pour le logement de 2015 constitue une avancée dans la bonne direction, mais des réformes de plus grande envergure sont nécessaires.	Réformer l'impôt périodique sur la propriété immobilière afin que le prélèvement réalisé corresponde mieux à la valeur des biens. Supprimer progressivement la déductibilité des intérêts d'emprunts hypothécaires.
L'inefficience du système d'urbanisme et le fait que les communes ne soient guère incitées à encourager les constructions contribuent aux pénuries de logements, ce qui réduit l'accessibilité financière de l'immobilier d'habitation et la mobilité de la main-d'œuvre, malgré les récentes mesures bienvenues destinées à accroître l'offre de terrains constructibles et à accélérer les procédures d'urbanisme.	Renforcer la coopération entre l'État et les collectivités locales sur les questions d'urbanisme et inciter davantage les communes à faire en sorte que les zones à aménager soient libérées en temps utile. Simplifier les procédures d'urbanisme en trouvant un juste équilibre entre les considérations économiques, environnementales et sociales.
La réglementation stricte des loyers tend à faire obstacle à la mobilité de la population, notamment pour les ménages modestes, et pourrait être un facteur de ségrégation spatiale.	Assouplir la réglementation des loyers de façon à favoriser un accroissement de l'offre d'immobilier locatif, la mobilité de la population et une meilleure utilisation du parc de logements, tout en continuant de protéger les locataires contre les abus.
Réglementation des entreprises et politique de la concurrence	
La réglementation des entreprises et les procédures administratives représentent globalement une charge légère, mais les simplifier davantage pourrait permettre des gains de productivité.	Continuer d'utiliser les outils numériques pour améliorer les prestations de services, simplifier les procédures et raccourcir les délais de délivrance des autorisations et permis.
Politiques relatives au marché du travail et aux compétences des adultes	
L'intégration des immigrants s'est améliorée, grâce au renforcement des politiques d'intégration et au dynamisme de la demande de main-d'œuvre. Les évolutions technologiques renforcent les besoins de recyclage pour une forte proportion de la main-d'œuvre.	Étoffer la formation des adultes, en coopération avec les partenaires sociaux, y compris pour les personnes occupant des emplois atypiques.
Politique de l'éducation	
La ségrégation scolaire s'est accentuée, tandis que les financements compensatoires sont restés relativement constants. Les établissements dont les élèves sont issus de milieux défavorisés manquent d'enseignants qualifiés et expérimentés ainsi que de ressources matérielles. Il manque à l'État une structure régionale pour encadrer et développer les établissements d'enseignement, sachant que de nombreuses communes n'ont pas une taille suffisante à cet égard.	Instaurer une norme minimale non contraignante de financement des établissements, intégrée au système national de péréquation des recettes fiscales des communes, afin de mieux cibler les financements sur les groupes défavorisés, dont les immigrants. Mettre en place une antenne régionale de la structure de gouvernance de l'État, chargée de veiller à l'amélioration systématique de la qualité de l'enseignement, en s'appuyant sur la coopération locale, la formation continue des enseignants et les inspections.

Il n'existe aucune norme objective d'évaluation des résultats des établissements d'enseignement. L'entrée dans le deuxième cycle du secondaire et l'accès à l'enseignement supérieur dépendent des notes obtenues, or les pratiques de notation diffèrent d'un établissement à l'autre. Les notes les plus basses ont un poids considérable dans les systèmes de notation et d'accès au deuxième cycle du secondaire, notamment dans les matières fondamentales que constituent le suédois, les mathématiques et l'anglais.

La ségrégation scolaire s'est aggravée et les communes attribuent les places dans les établissements suivant un principe de proximité interprété de manière stricte, tandis que les établissements d'enseignement privés attribuent essentiellement leurs places selon un système de liste d'attente.

La qualité des enseignants influe sur les résultats des élèves, mais le système de formation des enseignants est fragmenté et leur profession est relativement peu valorisée en Suède.

Le tutorat et l'apprentissage entre pairs améliorent la qualité des enseignants et leur satisfaction professionnelle, mais ces pratiques sont utilisées de manière disparate sur le territoire suédois.

Supprimer les sources de biais dans le système de notation aux tests nationaux pour créer une norme objective d'évaluation des résultats des établissements d'enseignement, et l'utiliser pour supprimer les différences de notation liées à une indulgence variable.

Pondérer de manière symétrique les notes hautes et basses et supprimer l'obligation de réussir dans certaines matières pour pouvoir entrer dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Tenir compte des caractéristiques socioéconomiques des élèves pour l'attribution des places dans les établissements d'enseignement et lorsque des investissements sont réalisés dans de nouveaux établissements.

Améliorer la formation des enseignants en augmentant leur nombre d'heures de cours et de pratique pédagogique, et en renforçant leurs activités de recherche.

Améliorer la formation continue et le développement des compétences *via* la mise en place d'une structure de gouvernance régionale du système scolaire, un recours systématique à l'apprentissage entre pairs et une coopération suivie mutuellement bénéfique avec les universités.